

Monsieur le Chef du Département,
3/II/59



AMBASSADE DE SUISSE
EN LA REPUBLIQUE DE CUBA

LA HAVANE
APARTADO 3328
TEL. 29-6522

le 20 janvier 1959.

R.D. K.H.
611

NOTRE REFERENCE B 21.- D/f

VOTRE REFERENCE

Lettre politique

Le triomphe de la révolution.

Monsieur le Ministre Robert Kohli,
Chef de la Division des affaires politiques,
Département politique fédéral,

B e r n e

an					
Datum					K.H.
Vice					So
EPD		-7. Feb. 1959			
Ref.		p. H. 21. 81. Havane			

Monsieur le Ministre,

Le peuple cubain après avoir fêté d'ailleurs sans aucun faste et presque à contrecœur la nouvelle année et s'être endormi sur des espoirs fortement partagés quant aux surprises que réservait l'an qui venait de commencer fut réveillé, très tôt à l'aube, par la nouvelle que le président Batista avait pris la fuite, et avec lui toute sa famille et une grande partie des personnes les plus compromises et les plus responsables du régime. La révolution initiée par Fidel Castro, jeune avocat de trente-deux ans, vingt-cinq mois auparavant entrant triomphante dans l'histoire avec la nouvelle année. La surprise fut unanime et l'épilogue foudroyant, inattendu. On savait que les événements étaient en train de se précipiter mais personne, à part peut-être les plus hauts placés d'un côté et de l'autre, ne s'attendait à pareil écroulement. Qu'il suffise de dire que de nombreux ministres, anciens ministres et personnalités du régime disparu dormaient tranquillement et n'eurent que le temps de prendre une valise et d'aller se réfugier dans différentes ambassades, en maudissant leur chef qui les avait si lâchement trahi. Les fugitifs eux-mêmes étaient sans bagages. 96 personnes firent irruption à l'Ambassade du Chili, la plus proche du centre, pour s'y réfugier tandis que d'autres représentations de l'Amérique latine étaient envahies par des gens affolés et traqués. Des demandes d'asile auprès de notre propre ambassade et de celles d'autres pays européens

ON EST PRIE DE JOINDRE A TOUTE DEMANDE L'AFFRANCHISSEMENT POUR LA REPONSE

4 KH



- 2 -

n'ont pas manqué et il faut s'estimer heureux d'avoir pu les éviter.

L'élément surprise ainsi souligné, je me dispense de relater en détail les événements qui suivirent. Il suffit d'avoir lu ce que les journaux du monde entier ont publié, peut-être même avec quelque fantaisie, et publieront encore sur la chute d'une dictature qui fut l'une des pires, des plus corrompues et des plus brutales que l'Amérique ait jamais connues, considérée comme étant la plaie du Nouveau continent. Les revues illustrées, notamment, trouveront la matière la plus apte à augmenter leur tirage et à captiver leurs lecteurs. Le récit de ce régime sanglant, et surtout d'un homme qui pendant vingt-cinq ans, avec un bref intervalle de quatre ans, a dominé une nation fera couler encore beaucoup d'encre. L'histoire confirmera une fois encore que, fatalement dirait-on, les dictateurs finissent tous par disparaître ensevelis dans l'ignominie et la malédiction.

Le chaos initial.

Tandis que Batista, sa famille et une vingtaine de personnes atterrissaient à Ciudad Trujillo et que deux autres avions se dirigeaient vers les Etats-Unis, un gouvernement provisoire était constitué à La Havane. Au même moment Fidel Castro faisait une entrée triomphale à Santiago de Cuba où l'armée avait passé du côté des rebelles. Aussitôt le leader de la révolution informa la nation que le gouvernement provisoire proclamé à La Havane était le fruit d'un complot organisé au dernier moment d'entente avec le dictateur. Proclamant à son tour Président de la République le Dr. Manuel Urrutia Lleó, selon un pacte conclu entre les divers groupements révolutionnaires, il déclara Santiago de Cuba capitale provisoire de la République et décréta la grève générale jusqu'à ce que le président Urrutia ait pris officiellement possession de sa charge. Il ordonna aux deux colonnes armées commandées par ses adjudants Camilo Cienfuegos, âgé de vingt-six ans et jusqu'à il y a deux ans aide-tailleur, et l'Argentin

"Che" Guevara, médecin de trente ans, de se diriger sur La Havane et d'occuper les campements militaires de Columbia et de la Cabaña. Il est facile de s'imaginer ce qui se passa ensuite dans la capitale. En dehors des révoltés clandestins qui depuis toujours opéraient dans la capitale, des milliers de miliciens improvisés, munis des armes les plus diverses et portant le brassard rouge et noir, les couleurs de Fidel Castro, se déversèrent partout, soi-disant pour assurer l'ordre. Le pillage des habitations appartenant aux adeptes de Batista, des salles de jeu, des rédactions de journaux de la dictature etc. se réalisa en un clin d'oeil. De nombreux édifices publics furent occupés et dévastés. La ville se transforma en un vaste campement militaire où les luttes et les coups de feu ne cessaient pas. Ce n'est qu'après deux jours que la situation commença à s'éclaircir un peu. L'arrivée des authentiques combattants, les "poilus" ou mieux dit les "barbudos" comme on les appelle couramment ici, signa le début de l'ordre. Ces soldats rebelles, pour la plupart des paysans de la Sierra Maestra, de condition très modeste, ayant vécu de nombreux mois de combats extrêmement durs, non seulement firent preuve d'une sévère discipline, mais surent l'imposer, à l'admiration de chacun. Les désordres diminuèrent et le nettoyage parmi les révolutionnaires improvisés fut assez vite accompli. Peu à peu, malgré la grève générale qui continuait, la vie recommençait à se dérouler normalement. Le danger le plus grave était passé. Ce brusque changement de régime s'est effectué d'une manière inespérée et avec beaucoup moins d'excès et de désordres qu'on aurait pu s'y attendre, grâce à l'organisation et à l'autorité des forces rebelles, principalement celles appartenant au mouvement fidéliste du 26 juillet.

Ombres et lumières.

J'ai déjà parlé des pillages, des vols et des destructions, des abus et des actes de violence qui se produisirent partout pendant les premiers jours. N'importe où et dans les mêmes

circonstances, de tels actes sont inévitables car il y a partout des profiteurs, des voleurs, des gens mal intentionnés. L'ire populaire se déversa en majeure partie sur les propriétés de ceux qui avaient profité du pouvoir et sur les institutions dont le gouvernement se servait, directement ou indirectement, pour soutirer de l'argent au peuple. Pas une seule propriété de personne non compromise n'a été endommagée. Cependant, je le répète, l'ordre fut rapidement rétabli. La façon dont se déroulèrent les événements dès l'aube de la nouvelle année, de même qu'une rapide enquête auprès de nos compatriotes, me permirent de câbler au Département déjà dans l'après-midi du jour de l'An que la colonie suisse était indemne.

Un incident d'une certaine gravité se produisit le 5 au matin à la résidence de l'Ambassadeur de Colombie, installée dans un hôtel. Un groupe de rebelles armés, refusant de s'identifier, entra de force dans les locaux occupés par l'Ambassadeur, où s'étaient réfugiées une dizaine de personnes. Les protestations de l'Ambassadeur ne servirent à rien. On lui fit savoir qu'aux yeux des révolutionnaires les traités et conventions internationaux n'avaient aucune valeur. On lui demanda si trois personnes déterminées se trouvaient chez lui. Sur parole d'honneur, il affirma qu'elles ne se trouvaient pas parmi celles qu'il hospitalisait. Les rebelles, alléguant qu'ils n'avaient guère confiance en la parole d'honneur d'un ambassadeur, exigèrent que toutes les portes soient ouvertes et que les réfugiés leur soient présentés un par un par leur nom. A chaque nom, ils rétorquaient: "C'est un voleur, il ne nous intéresse pas, il aura à répondre de ses vols". N'ayant pas trouvé les personnes qu'ils recherchaient, ils se retirèrent en sommant toutefois l'ambassadeur de ne pas faire état de cette visite, sous peine de les voir revenir, mais cette fois avec d'autres arguments. Le Corps diplomatique fut alors convoqué d'urgence. On désigna une commission, présidée par le Nonce, chargée de présenter aux autorités de police (le gouvernement n'étant pas encore arrivé à La Havane) une protestation formelle au nom du Corps diplomatique et une demande de garantie de l'inviolabilité des résidences et édifices occupés par

- 5 -

les missions étrangères et de l'intégrité des membres du Corps diplomatique. Tous les chefs de mission décidèrent d'intervenir auprès de leurs gouvernements pour leur conseiller de retarder quelque peu la reconnaissance du nouveau gouvernement (voir mon télégramme No 2). La mission fut reçue très aimablement par les chefs des rebelles présents à La Havane, d'abord, puis par le président de la République et les membres du gouvernement arrivés le même soir. Tous déplorèrent vivement l'incident et l'assurance leur fut donnée que des excuses formelles auraient été présentées à l'Ambassadeur de Colombie par le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères. Toutes les garanties furent solennellement données. Une nouvelle réunion du Corps diplomatique eut lieu le lendemain. Rien ne s'opposait plus à la reconnaissance du gouvernement (voir mon télégramme No 3). Entre temps, plusieurs gouvernements de l'Amérique latine l'avaient déjà reconnu. Nous le fîmes en même temps que la plupart des pays européens. Il reste à examiner les cas des personnes jouissant du droit d'asile, parmi lesquelles quelques-unes sont fortement compromises et que le gouvernement ne relâchera pas facilement. Le soir du 5, avec l'arrivée du gouvernement, la situation se normalisait. La grève générale était terminée et toutes les mesures prises pour assurer l'ordre sévèrement appliquées. La capitale et le pays entier revenaient à leur vie régulière et partout on notait une atmosphère de satisfaction et de soulagement. Par bonheur, la grève générale qui n'a pas été sans inconvénients, n'affecta pas les services du téléphone, de radio et des eaux, La radio et la télévision, si diffusés dans ce pays, eurent le grand avantage, faute de presse, de tenir la population informée jour et nuit sur le développement des opérations. Comment aurait-on pu, autrement, transmettre les ordres et coordonner l'oeuvre des différents secteurs et organisations révolutionnaires qui, sous des commandements autonomes et des plus divers, agissaient un peu partout? La diffusion permit en outre d'éviter que la population se déverse dans les rues en quête de nouvelles. Le téléphone n'a jamais cessé de fonctionner, plus ou moins bien comme toujours, mais n'a jamais été suspendu. Les combattants des différents fronts révolutionnai-

- 6 -

res, les "barbudos" installés en partie et provisoirement dans les meilleurs hôtels, ont apporté avec eux un air de paix et de joie. Hommes durcis et mûris par une guerre faite dans des conditions extrêmement difficiles, plusieurs d'entre eux portant autour du cou des chapelets, des médailles religieuses, des crucifix, ont fourni une preuve admirable de leur idéalisme patriotique. Exempts d'envie et d'avidité matérielle, ils se déclarèrent prêts à retourner à leur dur labeur des champs, satisfaits d'avoir lutté pour rendre la liberté à leur patrie. Où étaient-ils, les terribles communistes avides de vengeance? Je me dispense de vous relater la marche triomphale de Fidel Castro, le Chef Suprême de la révolution, tout au long de l'île et son entrée à La Havane qui fut une véritable apothéose. Il lui fallut neuf heures pour arriver des faubourgs de la métropole au campement militaire de Columbia où il s'adressa à des dizaines de milliers de personnes débordant d'enthousiasme. L'atmosphère de terreur qui régnait auparavant semble s'être dissipée et on a l'impression, ainsi qu'on dirait à Berne, que la nation est en train d'effectuer le "Frühlingsputzete".

Promesses et espoirs.

Pour ce qui a trait aux accords, engagements internationaux et traités conclus bilatéralement avec d'autres pays, il y a tout lieu de penser qu'ils seront respectés. Toutes les promesses ont été fournies à ce sujet. Il pourrait cependant y avoir des contrats déjà conclus, notamment pour des constructions et des initiatives intéressant l'Etat ou des concessions spéciales octroyées d'une façon peu orthodoxe par le gouvernement précédent qui demanderont à être réexaminés. L'affirmation que l'administration publique fonctionnera de façon absolument honnête, que la corruption sera bannie à jamais, que le jeu sera aboli, que la justice sera exercée strictement, que les droits individuels, la liberté de presse, en un mot tous les droits garantis par la Constitution, seront assurés et respectés, représente autant de promesses que d'espoirs unanimes. Les sceptiques ne manquent pourtant pas.

- 7 -

La révolution, provoquée par les désordres inouïs d'un régime pourri et néfaste changera-t-elle des moeurs par trop invétérées et qui, surtout, représentent un triste héritage du passé: le colonialisme. On a en effet de la peine à s'imaginer que ce travail d'Hercule, comparable au nettoyage des écuries d'Augias, puisse être accompli par ces révolutionnaires, des gens nouveaux mais qui cependant portent, malgré eux, les germes de l'infection dans leur sang.

En tout cas, il y aura une amélioration.

Pour en venir tout de suite au côté pratique, je dirai que le moment est venu, peut-être, pour nos industriels, nos exportateurs et nos financiers de s'intéresser d'un peu plus près à ce pays qui ne cesse d'être riche et où des initiatives saines et rentables sont offertes. Quelques mois pourtant seront nécessaires avant d'être fixé sur la situation. Pour le moment, il suffirait d'établir des contacts. Je me réserve de revenir séparément sur les possibilités dont on parle déjà et qui pourraient intéresser notre pays. Pour donner plus de consistance à ces espoirs, il n'y a qu'à penser aux méfaits du régime écroulé qui ont dépassé toutes les limites de l'imagination. Un autre élément positif est représenté par le fait que la révolution cubaine, contrairement à celle qui eut lieu en Argentine, par exemple, ou plus récemment au Venezuela, jouit de l'appui de l'armée, dépurée bien entendu, des ouvriers (du moins pour l'instant) et de la population tout entière. Pour dénicher un partisan du précédent régime, il faudrait aller le chercher à l'étranger, parmi ceux qui ont pris la fuite, ou parmi ceux réfugiés dans les ambassades qui attendent anxieusement le moment de s'en aller. A Cuba, en tout cas, il n'y a plus à présent un seul partisan déclaré de Batista. Ces derniers jours, on parle avec insistance de policiers, soldats et personnes recherchées pour avoir commis des crimes qui se seraient enfuis dans les montagnes avec l'intention d'organiser une guérilla et de vendre cher leur vie.

Craintes et points douteux.

N'y aura-t-il pas de retour de flamme? Cela dépendra de la façon dont les dirigeants révolutionnaires réaliseront leurs promesses et resteront fidèles à leurs principes. On prétend qu'uniquement les victimes de la terreur du régime, massacrées, mutilées, torturées, sans procès bien entendu, se chiffrent à 20.000. Le peuple en masse, les milliers de persécutés et d'exilés, les familles en deuil, tous demandent justice immédiate, dure impitoyable. Les dirigeants révolutionnaires non seulement l'ont promise. Ils l'accompliront. Déjà, aux Etats-Unis surtout, une violente campagne s'est déchaînée contre les exécutions qui ont eu lieu et qui continueront. Le nombre des personnes fusillées d'après le verdict des tribunaux révolutionnaires, basé sur le code pénal révolutionnaire sanctionné depuis plus d'un an dans la Sierra, dépasserait les 200. Un millier d'accusés attendent, dans les prisons, de passer en jugement. Il était à craindre que des exécutions par trop sommaires eussent lieu. La campagne de presse aura donc eu pour effet de mitiger quelque peu les jugements qui suivront et d'inciter à adopter une procédure moins radicale. D'autre part, si l'autorité révolutionnaire ne se chargeait pas de punir les coupables en instruisant des procès et en dictant les condamnations, la justice populaire, les actes de vengeance, les assassinats et l'arbitraire ensanglanteraient le pays bien davantage et provoqueraient une bien plus grande violence. Comment ferait-on comprendre au peuple et à ses représentants révolutionnaires qu'il serait préférable de cesser de verser du sang et qu'il suffirait de punir sans tuer. Le pays a trop souffert. La terreur et la répression ont été poussées aux limites extrêmes sans que personne, ou très vaguement, n'ait jamais protesté. On peut avoir des dissentiments quant à la façon de procéder contre les coupables, mais on aurait tort de vouloir trop insister sur la clémence. Si les journalistes et politiciens étrangers, en particulier des Etats-Unis, ne montrent pas à l'avenir davantage de résipiscence et de compréhension, bien que mal digérées, l'esprit révolutionnaire de la

- 9 -

population ne fera que s'envenimer et, de cette façon, le résultat obtenu sera contraire à celui désiré.

Un autre point qui donne logiquement lieu à des craintes est la réorganisation des syndicats ouvriers. Au moment même où la révolution fêtait son triomphe, les comités dirigeants des divers syndicats ont été déposés et remplacés par d'autres, révolutionnaires. A la tête de ces derniers figurent presque exclusivement des ouvriers révolutionnaires communistes ou pro-communistes. Il s'agit, il est vrai, d'organismes provisoires qui, lors d'assemblées générales, devront être confirmés ou substitués définitivement. La direction centrale de la Confédération générale des travailleurs est également constituée provisoirement. On se demande si les assemblées qui suivront auront la possibilité d'éliminer les communistes et si le gouvernement ou le chef révolutionnaire seront en mesure d'éviter ce danger. L'opinion générale est qu'en tout cas ils seront mis en minorité. Il s'ensuivra cependant une lutte serrée et il faut espérer que l'issue ne sera pas trop favorable aux extrémistes de gauche. Il y a cependant lieu de relever - des promesses formelles ont été faites à ce sujet - que le parti communiste aura la faculté de s'organiser librement comme un parti légal. Après que l'URSS et d'autres pays communistes qui n'ont pas de relations diplomatiques avec Cuba aient reconnu le nouveau gouvernement, la question se pose de savoir si les "rouges" ne commenceront pas à s'intéresser très activement à ce pays.

Tous les journaux ont rapporté les divergences qui existent entre les révolutionnaires et surtout entre le mouvement fidéliste et ce qu'on nomme ici le front révolutionnaire constitué principalement par la jeunesse universitaire. Il y eut entre le chef du front révolutionnaire et Fidel Castro des dissensions profondes. L'un des motifs de division est l'université d'Etat. Celle-ci, fermée depuis plus de deux ans, a exigé du gouvernement que tous les titres académiques délivrés pendant ce temps par les autres universités privées, entre autres l'Université catholique, très importante, ne soient reconnus qu'après un délai de deux ans, c'est-à-dire après que l'Université d'Etat commencera à

délivrer des titres aux étudiants qui durent interrompre leurs études pour lutter dans les rangs des révolutionnaires. C'est une question qui divise fortement la population.

Incidents diplomatiques.

Vingt-deux des quatre-vingt personnes recueillies par l'Ambassade du Chili sont parties avant-hier, munies du sauf-conduit régulier. Bien que s'agissant d'une ligne d'aviation chilienne, à la suite d'un accord préalable entre le Chili et Cuba, l'avion transportant les fugitifs était cubain, de même que le pilote. Après avoir volé plus d'une heure en direction du Chili, l'appareil dut faire demi-tour sur La Havane à cause d'une panne de moteur. Les passagers débarquèrent et furent enfermés dans un local de l'aéroport. Le gouvernement prétendit aussitôt qu'ayant quitté le territoire cubain et y revenant, ils ne jouissaient plus du droit d'asile. On voulut les arrêter. Cependant, une protestation de l'Ambassadeur du Chili eut finalement gain de cause et ils purent être ramenés à son Ambassade. La commission du Corps diplomatique intervint également et on lui donna l'assurance que les intéressés pourraient repartir ces prochains jours. On a dit, évidemment, que la panne de moteur avait été provoquée intentionnellement et que le plan pour arrêter les fugitifs avait été organisé auparavant.

Nouvelles fragmentaires.

Ainsi qu'il était à prévoir, la situation de l'Ambassadeur des Etats-Unis depuis le jour du triomphe de la révolution apparut insoutenable. L'attitude de ce pays envers Cuba, surtout la dernière année du régime batistien, fut tellement indécise et sibylline qu'il fallait en tout cas sacrifier l'Ambassadeur qui, par ailleurs, ne s'était jamais montré d'une grande habileté diplomatique. La position de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne paraissait aussi passablement ébranlée. Pour l'instant, cependant, malgré les menaces antérieures de Fidel Castro, les

- 11 -

relations entre les deux pays semblent vouloir continuer de façon normale. Avec la République Dominicaine aussi, il y eut un moment où tout le monde s'attendait à une rupture des relations diplomatiques. Rien ne s'est encore avéré.

Demain, 21 janvier, aura lieu devant le palais présidentiel une concentration en masse du peuple cubain, l'"action de la vérité", destinée à appuyer le gouvernement révolutionnaire dans l'application des mesures de justice et à répondre aux attaques de l'étranger.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

